

«La BNS a encore bien du chemin à faire»

Climat ▶ Action de Carême et Pain pour le prochain ont remis le 30 avril 2021, au représentant de la Banque nationale suisse (BNS), une pétition demandant que l'institution renonce aux investissements fossiles, communiquent les œuvres d'entraide chrétiennes le 5 mai. Les 14 000 signatures ont été recueillies dans le cadre de la Campagne œcuménique 2021 sur la justice climatique. «La pétition demandait à la Banque nationale suisse (BNS) de renoncer aux investissements dans

les énergies fossiles: le charbon, le pétrole et le gaz», indiquent Action de Carême (AdC) et Pain pour le prochain (PPP). Les deux œuvres d'entraide chrétiennes estiment que «la BNS investit des milliards dans ces énergies, contribuant à un réchauffement climatique qui nous conduit vers une crise climatique majeure, un scénario qui menace les moyens de subsistance de millions de personnes vivant essentiellement dans les pays du Sud». Le lendemain de la remise de la pétition, AdC et

«La pétition demandait à la BNS de renoncer aux investissements dans les énergies fossiles: le charbon, le pétrole et le gaz»

PPP ont participé en ligne à l'assemblée générale des actionnaires de la banque. «Les réponses de la BNS à nos questions ont malheureusement été décevantes», estiment les œuvres d'entraide. «La banque a simplement déclaré qu'elle n'était pas soumise à l'Accord de Paris et que la loi suisse sur le CO2 ne contenait aucune réglementation concernant ses investissements.»

AdC et PPP parlent «d'un petit pas fait en excluant de son portefeuille les entreprises qui exploitent principale-

ment des mines de charbon». Il ne s'agit que de 5 entreprises parmi les 150 actives dans ce secteur, détaillent les œuvres d'entraide, et elles ne représentent que 0,1 % des investissements de la BNS dans les énergies fossiles. «Notre banque nationale a encore bien du chemin à faire. Une raison de plus pour continuer notre engagement et notre combat pour plus de justice climatique», concluent les organisations catholique et protestante.

CATH.CH

Kerim est ouïghour. Exilé en Suisse, il revient aujourd'hui sur les raisons de son exil, les tentatives d'intimidation dont il est victime. Entretien

Un exilé ouïghour témoigne

MARIE DESTRAZ, PROTESTINFO

Persécution ▶ Parce qu'il a trahi le Parti communiste chinois il y a trente ans, Kerim s'est exilé en Suisse. La raison? Cet ancien diplomate du régime chinois, mais d'origine ouïghour, a voulu aider les siens. Aujourd'hui naturalisé, Kerim vit dans le canton de Vaud, et subit encore des intimidations de la part du gouvernement de Pékin. Ce qui ne l'empêche pas de dénoncer le génocide dont est victime le peuple ouïghour, une ethnie minoritaire turcophone de religion musulmane, présente dans la région autonome ouïghour de Xinjiang, au nord-ouest de la Chine. Interview.

Pourquoi avoir choisi l'exil il y a trente ans?

Kerim: Pour sauver ma vie. A 25 ans, je suis devenu diplomate à l'ambassade chinoise du Pakistan. Mon travail consistait à soutenir la propagande chinoise et à surveiller les forces dites antichinoises. Lorsqu'un espion chinois d'origine ouïghour m'a remis un rapport portant sur un groupe d'étudiants ouïghours, je ne l'ai pas transmis à Pékin et j'ai prévenu ces étudiants du danger encouru. Pour moi, il ne s'agissait pas d'un acte de trahison. Devant un tel cas de conscience, j'ai suivi mon cœur. Pourtant, je savais que si je rentrais en Chine, je serais arrêté ou tué.

«Le gouvernement chinois est en quête d'un territoire stratégique» Kerim

Vous êtes aujourd'hui hors de danger. Quid de vos proches au Xinjiang?

Ma famille a subi des pressions de la part du gouvernement chinois. Elle était constamment surveillée et devait informer les autorités si j'étais en contact avec elle. Ma mère est venue une fois en Suisse pour me voir. Elle avait avec elle une lettre des autorités à me transmettre. Quatre pages d'arguments pour me faire revenir en Chine et me garantir que mes erreurs se-



Manifestation ouïghour à Istanbul en mars. KEYSTONE

raient pardonnées. Je n'ai jamais répondu.

Les autorités vous ont-elles ensuite laissé en paix?

Non. A plusieurs reprises, elles m'ont tendu des pièges. Des cadeaux envoyés par ma famille m'attendaient à Milan, en Italie. Je ne m'y suis pas rendu. Une autre fois, une ancienne camarade d'études m'attendait dans un hôtel à Vienne, en Autriche. J'y suis allé, plusieurs jours après la date du rendez-vous, accompagné d'un ami. A la réception, on m'a informé qu'aucune femme ne s'était présentée, mais bien sept Chinois...

Aujourd'hui, quels contacts maintenez-vous encore avec vos proches?

Mon oncle, avec qui j'ai grandi, a pu venir en 2015, en sachant que s'il ne rentrait pas, ses enfants seraient arrêtés. Lui aussi était chargé d'une mission: le gouvernement chinois se proposait de m'acheter une maison, si je me mettais à son service. A nouveau, je ne suis pas entré en matière. Aujourd'hui, nous pouvons seulement poster quelques photos sur WeChat, une application de messagerie chinoise. Mais tout est surveillé, il faut faire attention.

Les conditions de vie du peuple ouïghour se sont-elles améliorées depuis votre jeunesse au Xinjiang?

Oui. Lorsque les Chinois sont arrivés en 1949 et que la République populaire de Chine a an-

nexé le Turkestan oriental en 1955 – devenu la région autonome ouïghour du Xinjiang –, les Ouïghours sont devenus une minorité ethnique. L'autonomie garantie par la Constitution chinoise n'a jamais été respectée. Depuis 2017, avec l'ouverture de camps d'internement, il ne s'agit plus seulement de la répression d'une culture, mais de l'éradication d'un peuple.

En avez-vous fait directement les frais?

Je suis né en 1961 dans une ville au centre du Xinjiang construite par les colons chinois et des ouïghours. En 1963, mon père s'est fait arrêter. Ce médecin qui avait suivi ses études en Russie a été qualifié d'ennemi du

peuple chinois et condamné à vingt ans de travaux forcés dans un camp de charbon. Je ne l'ai jamais revu. Ma mère a été envoyée dans un camp de rééducation à la montagne, ses enfants ont été dispersés. J'ai donc été élevé par mes grands-parents maternels.

En tant que Ouïghour, n'est-ce pas paradoxal de devenir diplomate et de participer à la propagande du régime?

J'ai grandi dans un contexte chinois, suivi l'école chinoise, puis l'université où on cherchait à former une élite ouïghour au service du Parti communiste. On ne vous laissait pas le choix. Il était impossible de faire part de vos désaccords et de votre révolte face au régime.

Aujourd'hui, votre parole s'est libérée et vous parlez d'un génocide du peuple ouïghour.

Depuis 2017, les disparitions de Ouïghours se sont multipliées. Des camps d'internement ont ouvert leurs portes. Les gens y sont torturés, les femmes stérilisées, il y a du trafic d'organes. Quant aux enfants, ils y sont endoctrinés. Le seul crime de ces personnes est ne pas être chinois. Le gouvernement chinois réfute ces accusations. Il parle de camps de formation professionnelle servant la lutte antiterroriste et contrant l'extrémisme religieux. La Chine attribue plusieurs attentats à des membres de l'ethnie ouïghour. Mais il n'y a pas d'extrémisme religieux. Avant les attentats du 11 septembre 2001, les Ouïghours qui se révoltaient contre le régime étaient accusés de «séparatisme». Depuis, on parle de «terrorisme». La question religieuse n'est pas un argument. Il y a la volonté d'éradiquer une population. Le gouvernement chinois est en quête d'un territoire stratégique, qui dispose aussi de ressources naturelles telles que le coton, le pétrole ou le charbon.

Comment expliquer que la communauté internationale soit aussi frileuse?

La Chine représente des intérêts économiques pour de nombreux pays. Même la Suisse a signé un accord de libre-échange avec la Chine. Quant à l'ONU, comment peut-elle intervenir alors que la Chine fait partie du Conseil de sécurité et qu'elle est donc dotée d'un droit de veto?

Est-ce la raison de votre engagement personnel en faveur de votre peuple?

Je suis membre du Congrès mondial des Ouïghours. Nous manifestons pacifiquement pour demander notre droit à l'autodétermination, que les médias nous entendent et servent de relais. Mais si je suis révolté, je suis aussi impuissant.

D'où votre témoignage aujourd'hui?

Le gouvernement chinois compte encore trop sur le silence pour régner. C'est maintenant qu'il faut parler. Lorsque les historiens prendront la parole, il sera trop tard. I